

La bataille de France : un officier parachutiste brise le silence et livre sa vision d'une guerre asymétrique



[Source : resilience-urbaine.com]

Dans le sillage des tribunes de militaires et de policiers publiées récemment au sujet d'une guerre en France, un officier parachutiste se présentant comme commandant a pris la parole sur le fil Telegram de Gallia Daily pour livrer sa vision et ses réflexions sur l'état du pays et ce qui l'attend.

Sans esprit partisan et à titre documentaire, je rediffuse ici l'intégralité de cette interview qui fait très largement écho à mon analyse de la guérilla islamiste et à mes réflexions sur les tenants et les aboutissants d'une guerre civile en France.

L'interview est longue (comptez 15 à 20 mn de lecture environ), mais éminemment intéressante et éclairante pour qui cherche à comprendre la perception opérationnelle du chaos qui se propage sur notre territoire et ce qui se joue aujourd'hui dans notre pays.

Fulmen adveho ! [Apportez la foudre !]

Légendat

Sur la lettre des généraux

Gallia Daily : Mon Commandant, merci de nous recevoir. Pour commencer, pouvez-vous nous dire pourquoi vous pensez que les généraux ont ressenti le besoin d'écrire cette lettre, et pourquoi maintenant en particulier ?

Je crois qu'à certains égards, l'armée a porté le poids du silence pendant trop longtemps. Nous sommes liés par un devoir de réserve, de neutralité. Nous ne sommes pas autorisés à exprimer notre opinion sur la situation, mais cela ne signifie pas que nous n'avons pas d'opinion.

Je dirais même qu'au contraire, un militaire français (et encore plus un officier) a une vision infiniment plus claire et plus réaliste de la situation du pays que beaucoup de civils. Les militaires voient très bien la pente sur laquelle notre pays s'engage. Et la lettre le résume très bien :

nous nous dirigeons tout droit vers un éclatement violent du pays, une guerre en France. Tout militaire honnête peut le voir, mais aucun militaire n'est autorisé à le dire.

Quand on est le gardien d'un pays et que l'on est chargé de protéger sa tranquillité et son avenir, c'est une véritable torture de ne pas avoir le droit de tirer la sonnette d'alarme. En nous demandant de nous taire, la République nous demande de nous taire comme un père qui verrait ses enfants avaler un poison mortel... Cela faisait quelques années (quelques décennies) que les militaires se taisaient, mais maintenant je pense que c'était trop, « il fallait que ça sorte ».

Pourquoi maintenant précisément ? Est-ce à cause d'un changement profond de la société qui nécessiterait de s'exprimer ? Bonne question. Je ne le pense pas. Je crois que c'est précisément parce que tout devrait changer, mais que rien ne change qu'il était nécessaire de s'exprimer. Nous sommes au bord de l'abîme et rien ne change.

GD : Le contenu de cette lettre vous semble-t-il trop alarmiste ? Extrémiste ? Exagéré ? Que pensez-vous de la substance de leurs propos ?

En un mot ? Prophétique. Cette lettre est froide et prophétique. Et c'est pourquoi elle est dérangeante. C'est mon analyse personnelle, mais je crois que la partie de la lettre où nos Anciens parlent de la guerre qui vient et des « milliers de victimes » qui vont s'accumuler est la plus frappante. Et la plus inquiétante.

Car d'une certaine manière, cette lettre nous invite à faire un saut dans le futur, à former cette vision : imaginez la rue de votre village ou de votre ville, avec des voitures brûlées et renversées, une odeur de cadavres, un voisin accroché au lampadaire ou mort sur le trottoir, le visage écrasé. Imaginez la place de votre ville transformée en champ de tentes de l'ONU pour accueillir les réfugiés de guerre. Imaginez la chapelle de votre hameau transformée en cache d'armes, en tour pour un TP [sniper] ou en hôpital de fortune... Imaginez le parc où jouent vos enfants transformé en cantonnement pour une section de combat en transit... Imaginez les larmes dans votre famille, chez vos amis, lorsque chacun devra choisir son camp...

Cette lettre n'est pas seulement une lettre. C'est une image mentale de notre futur proche, une image de notre patrie détruite par la guerre. Et personne ne veut avoir cette vision. Alors certaines personnes jurent de détruire ceux qui, en écrivant cette lettre, ont apporté cette vision dans leur vie.

Cette lettre est-elle extrême ? Je ne le pense pas. Au contraire, je pense qu'elle est très tiède. Avec tout le respect que je dois à nos aînés, il me semble que l'âge les a rendus doux et sages, peut-être trop. La situation est, je crois, infiniment plus grave que ne le laissent entendre nos aînés.

GD : On sait que cette lettre a été écrite et signée pour moitié par des militaires retraités, et pour moitié par des officiers de deuxième section et

des réservistes. On peut donc se demander si le contenu de cette lettre représente une vision isolée de quelques vieux soldats, ou si cette vision est partagée au sein de l'armée active ?

Dans l'armée, il y a ceux qui n'ont aucune opinion sur rien, et qui n'ont pas non plus d'opinion sur cette lettre. Et il y a ceux qui ont une opinion sur tout. Parmi ces derniers, je dirais que la grande majorité de l'Institution est d'accord avec la déclaration contenue dans cette lettre. Des soldats, aux sous-officiers, aux officiers, je pense que tout le monde est d'accord.

Il y a forcément des débats sur le fond, certains sont plus radicaux, d'autres moins, d'autres trouvent qu'il était maladroit d'écrire une lettre publique. Mais dans l'ensemble, tous les militaires partagent le constat d'une France qui s'effondre.

Il n'y a pas de sondage, vous devrez donc me croire sur parole. Mais pour vous donner un exemple : nous avons beaucoup discuté de cette lettre avec certains de mes anciens camarades de promo à l'EMIA, et la totalité de mes camarades sont d'accord avec cette lettre. Pas 51 %, ou 60 %. 100 %. 100 %... Même chose à Cyr [ESM de Saint-Cyr]. Il en est de même pour la dernière promotion de Saint Maix [école de sous-officiers].

Ce que j'essaie de vous faire comprendre, c'est que presque tous les jeunes cadres de notre armée, les futurs sergents, lieutenants, colonels et généraux, sont conscients que la France est certes en train de s'effondrer. Mais surtout, ils sont conscients qu'elle va vers la guerre. C'est un sujet dont nous parlons très librement entre nous, dont nous parlons très souvent.

Quelques jours avant cet entretien, j'étais dans mon régiment et je suis allé à la popote de ma compagnie. La télévision était allumée et ils parlaient de la lettre. Un jeune caporal de ma compagnie rigolait et disait à son sergent : « Putain, nos familles pensent qu'on va se battre contre Daesh dans le désert, mais en fait on va finir dans un VBCI [blindé] dans les Yvelines, la bataille de nos vies va être la bataille de France... ». C'est anecdotique, mais je pense que cela représente bien le sentiment d'une grande partie des soldats français : la bataille de notre vie, ce sera la bataille de la France...

Vous trouverez forcément des gens, soldats et officiers, qui ne sont pas d'accord avec cette lettre. Dans une armée de 300 000 hommes, c'est statistiquement évident. Mais je répète mon propos : pour l'immense majorité des soldats de nos armées, la question du déclin de la France ne se pose même pas. Le déclin de notre pays est une évidence pour la quasi-totalité d'entre nous.

GD : Les généraux qui ont signé cette lettre sont-ils influents et écoutés ? Ont-ils une emprise ou une influence sur les soldats français ?

Non, absolument pas. La plupart des militaires sont déjà incapables de nommer leur chef de corps ou leur chef BOI... Les militaires ne connaissent pas la

plupart des généraux et des officiers qui ont signé cette lettre. C'est logique et c'est très bien comme ça.

Comme je l'ai dit, l'objet de cette lettre n'est certainement pas un appel à l'action dirigé *contre les soldats*. À l'exception de quelques députés malhonnêtes, je pense que personne ne le croit. Cette lettre est un appel à l'action dirigé *vers les politiciens*. C'est aussi un appel à la prise de conscience adressé *au peuple français*.

À partir de là, le statut de ces généraux n'a pas d'importance. Peu importe qu'ils soient respectables, respectés, influents, médiatiques... De toute façon leur vocation n'est pas d'agir, et je crois qu'elle ne l'a jamais été.

Leur rôle était d'écrire, et ils l'ont fait. Ils étaient les messagers d'un message important et urgent. Aujourd'hui, tout le monde s'en prend au messager. Ils cherchent à les punir, à les faire renvoyer, ils cherchent leurs antécédents... Ou au contraire, certains se mettent à espérer que ces généraux vont agir, qu'ils vont faire quelque chose, ils attendent béatement que l'armée agisse...

Les deux positions sont idiotes. Elles se focalisent sur le messager, dans un cas avec haine et dans l'autre avec espoir. Mais dans les deux cas, ces positions occultent l'essentiel : ce qui compte ici, c'est le message qui nous est adressé. Le reste n'a pas d'importance.

Comme je l'ai dit, personne dans l'armée ne croit une seconde que ces généraux vont faire quelque chose. Personne. Et je ne pense pas que les généraux eux-mêmes aient jamais prévu de faire quoi que ce soit.

Je le dis donc à la fois aux « républicains antimilitaristes inquiets » et aux « césaristes providentialistes enthousiastes » : n'attendez rien de ces généraux, et n'attendez rien de l'armée en général. Il ne se passera rien de ce côté-là. Cette lettre était une alerte, rien de plus. Il n'y a pas de complot de militaires patriotes qui, dans l'ombre, préparent un coup d'État pour sauver la France.

J'ai vu dans la liste de questions que vous m'avez envoyée de la part de vos lecteurs américains que beaucoup font référence au mouvement Qanon. Je ne suis pas un expert en politique intérieure américaine, mais d'après ce que je comprends, le mouvement Qanon est un mouvement d'Américains complotistes qui croient que, face à une élite internationale malveillante, il y aurait à la tête de nos pays une élite cachée et positive qui agirait dans l'ombre au nom du peuple, pour ainsi dire.

Que cette théorie soit vraie ou fausse, je considère que toutes les théories qui encouragent la passivité sont néfastes. Si demain une rumeur essaie de vous faire croire qu'il y a des gens de votre côté et qu'ils vont libérer le pays pour vous et changer les choses alors que vous êtes assis sur votre canapé, alors c'est un mensonge.

Je le dis pour les Français et pour la plupart des autres peuples : il n'y a pas de groupe dans l'ombre qui travaille pour défendre vos intérêts ; il n'y a pas de conspiration de généraux, de milliardaires ou de politiciens pour changer les choses au nom du peuple. Il n'y a rien de tel.

Si demain des généraux vous disent : « Restez chez vous, nous avons le contrôle, nous nous occupons de tout, le pays sera bientôt libre », ils vous mentent. Faites exactement le contraire de ce qu'ils vous disent, agissez, ne soyez pas passifs. La liberté est nécessairement active, la passivité est un esclavage. L'homme passif est toujours soumis à la volonté des hommes qui agissent.

GD : Donc selon vous, les généraux ou l'armée n'ont aucun rôle à jouer ?

Ce n'est pas exactement ce que je dis. À mon avis, l'armée, les figures charismatiques se contentent toujours d'accompagner et de structurer les grandes dynamiques anthropologiques.

Il est très probable qu'un jour, pour une raison ou une autre, la population française se mettra à bouger sur des bases plus ou moins claires. Et il est très probable qu'à ce moment-là, une fois la fenêtre d'opportunité ouverte, l'armée en profitera et pèsera de tout son poids d'un côté ou de l'autre.

Mais je doute sincèrement que l'armée puisse avoir un quelconque rôle de leader. Pas plus il y a 100 ans qu'aujourd'hui. L'armée aura un rôle à jouer, peut-être même un rôle décisif. Mais vous ne devez rien attendre de l'armée, vous ne devez rien attendre de ces généraux pour le moment.

Je sais que c'est dur d'attendre, on aimerait penser que quelque part des vieillards sages et paternels veilleraient sur nous. Mais pour l'instant, ces soldats qui ont signé la lettre ont joué leur rôle : ils ont parlé au nom des soldats d'active, ils ont alerté les Français. Leur rôle s'arrête là. La balle est maintenant dans le camp des Français. L'acteur principal du prochain acte ne sera pas l'armée, ce sera le peuple français. Ce sera vous. L'armée la plus puissante de France, c'est vous, une coalition de 67 millions de civils.

Sur le « Grand Remplacement »

GD : Dans leur lettre, les généraux évoquent à demi-mot le problème de l'immigration, de l'anarchie, et de l'antiracisme agressif d'une partie de la gauche. Que pensez-vous de cette analyse ?

Leur analyse est à la fois très juste et très fautive, car elle est partielle. Elle est correcte dans le sens où les problèmes cités [islam, immigration, antiracisme] représentent une menace. Mais elle est fautive dans le sens où les généraux n'ont pas identifié ce qui est menacé en fin de compte.

Ce qui est menacé, ce ne sont pas « les valeurs de la République », ni nos

lois, ni notre système parlementaire, ni notre « vivre-ensemble ». Ce qui est menacé, c'est la France. C'est le droit des Français à disposer d'un territoire pour y vivre. Ou pour reformuler en des termes certes polémiques, mais plus précis : ce qui est menacé à moyen et long terme, ce sont les Français de souche.

Les menaces dont parlent les généraux sont l'expression très concrète d'une évolution absolument inédite dans l'histoire de notre pays : une nation forte et dominatrice, invaincue et invincible, se lasse de sa surpuissance et décide de s'inventer des problèmes pour s'occuper. Ainsi, elle se retrouve rapidement affaiblie et culpabilisée au point de se suicider démographiquement. La France n'est pas attaquée, elle ne meurt pas tuée par un ennemi plus fort. Elle se suicide.

Mais le caractère suicidaire de notre situation actuelle n'enlève pas la responsabilité des élites ou des populations nouvellement arrivées. Celui qui frappe un homme dans le dos mérite la corde. Celui qui frappe un homme déjà à terre mérite la corde. Les élites et les lobbies sont coupables de trahir et de frapper la France dans le dos ; les populations colonisatrices sont coupables de frapper un pays déjà à terre.

C'est ce débat qui devrait être au centre de la scène publique, et c'est ce débat tabou qui n'est pas évoqué par les généraux : celui de la tension raciale qui commence et qui va atteindre un pic paroxystique.

La question qui se pose au XXI^e siècle est celle de savoir si les Français de souche auront encore un pays à la fin du siècle. C'est tout. Tous les autres débats sont des circonvolutions pour parler de ce sujet sans en donner l'impression.

GD : Au Gallia Daily, nous avons essayé de créer une définition simple de la théorie du « Grand Remplacement » revendiquée par l'extrême droite.

« Grand remplacement : l'idée que, depuis la fondation de la France, les habitants de la fin d'un siècle ont toujours été les descendants des habitants du début de ce siècle ; un équilibre démographique qui va se modifier au cours du XXI^e siècle, les habitants de l'année 2099 n'étant pas, pour beaucoup, les descendants de ceux qui vivaient en France en 2000, 1900, 1800... »

Que pensez-vous de cette théorie selon cette définition ?

Cette définition a le mérite d'être simple et exhaustive. Mais elle est absolument inutile, pardonnez-moi. Ce que vous décrivez est une évidence évidemment évidente. Pas besoin d'une définition de 100 mots pour s'en rendre compte... Qualifier simplement cette observation de « théorie » est un non-sens. Ce n'est pas une théorie, le remplacement démographique est une observation empirique de base.

On peut s'en réjouir, le déplorer, vouloir l'accélérer, le ralentir, l'aménager, le stopper, l'inverser... Cela n'a finalement aucune importance. Ce fait existe, toutes les statistiques le montrent : je n'ai plus en tête les chiffres de la drépanocytose [note : 40 % de naissances non européennes en 2016], mais ils sont, me semble-t-il, une preuve indéniable que la structure ethnique de notre pays est en train de changer. Les bébés qui peuplent nos maternités ne sont pas les arrière-petits-enfants des Français du XVIIe siècle. Celui qui ose dire le contraire est un négationniste.

Mais en réalité, tout le monde est conscient que le remplacement démographique est une réalité. Ceux qui nient l'existence de ce phénomène en sont également conscients ; s'ils le nient, c'est uniquement dans le but de le prolonger. Celui qui dit « le grand remplacement n'existe pas » dit en fait « je sais qu'il existe, je veux qu'il se prolonge, donc pour cela il faut que je nie qu'il existe pour ne pas choquer et réveiller la population ».

Vous imaginez bien que si demain les députés de LFI disaient « Nous sommes les candidats du Grand Remplacement, le fait que les Français de souche disparaissent est une chance pour notre pays ! », ça ferait mauvais genre. C'est pourtant exactement leur ligne politique. Un député LFI sait très bien que les Français de souche existent, et qu'ils sont en train de disparaître.

Le déni de la réalité est donc toujours un moyen pour eux de protéger le statu quo, c'est-à-dire de prolonger l'extinction de notre peuple.

GD : Donc pour vous le « Grand Remplacement » est une réalité ?

C'est une évidence, quel que soit le nom qu'on lui donne. Le fait est qu'un couple français qui donne naissance à un enfant en 2021 doit être conscient que cet enfant grandira dans un pays où il sera minoritaire, où les tensions raciales seront exacerbées. Je ne dis pas « l'enfant sera minoritaire demain », je dis « nos enfants sont déjà condamnés à être minoritaires chez eux, déjà aujourd'hui ». Je le sais d'autant mieux que j'ai 4 enfants.

Un militaire a la chance de pouvoir rentrer chez lui le soir et d'enlever ses Haix et son Felin [uniforme]. Nous pouvons enlever notre uniforme et vivre une vie normale après tout. Nos enfants n'auront pas cette chance, ils porteront leur uniforme toute leur vie : leur peau blanche est leur uniforme dans cette guerre atroce qui leur est déjà faite, une guerre qui va s'intensifier. J'espère que les parents qui lisent ceci en sont conscients : le monde que vous connaissez n'existe plus pour vos enfants. Il n'existe plus. Leur monde, c'est le Brésil mélangé au Liban, ce n'est pas les Trente Glorieuses ou les dessins animés de Gullie.

Alors oui, non seulement le phénomène du changement démographique est une réalité. Mais c'est même le principal clivage politique du pays. Au final, consciemment ou non, tout le monde se structure autour de ce sujet ou de ses satellites. La gauche trouve que 400 000 immigrés par an, ce n'est pas assez, que [40 %] des naissances africaines, ce n'est pas assez. La droite trouve

que c'est un peu trop, mais que si Mokhtar s'appelait François, se convertissait à l'athéisme LGBT et obtenait sa carte d'identité française, tout irait mieux pour notre pays.

Pour l'instant, ces débats sont puérils et hypocrites. Mais la discussion deviendra plus tendue et plus radicale lorsque les Français comprendront qu'il ne s'agit pas seulement d'un débat théorique, lorsqu'ils comprendront que c'est leur vie, en tant qu'individus et en tant que peuple, qui est en jeu.

GD : Pensez-vous que les Français comprennent la gravité de la situation de leur pays ? Pouvez-vous donner votre vision de la France dans 5 ans ? 10 ans ? 20 ans ? Pensez-vous que les choses vont empirer, ou êtes-vous optimiste ?

Les Français comprennent-ils la gravité de la situation ? Absolument pas. Je le pense vraiment. J'ai beaucoup de respect pour les civils et je sais que certains d'entre eux comprennent très bien ce qui se passe, car ils en souffrent tous les jours. Mais sincèrement, la plupart des Français ne comprennent pas du tout ce qui se joue.

Les Français vivent tranquillement leur vie, ils ne comprennent pas qu'au quotidien, leurs élites négocient leur avenir. Le bloc de gauche tente d'obtenir l'effacement total des Blancs pour satisfaire leur besoin maladif de pardon et leur sentiment d'injustice blessée. Et le bloc de droite essaie de négocier les termes de la capitulation, sur la base de « oui, les Blancs sont une minorité juste parmi d'autres qui doit être protégée dans une certaine mesure, s'il vous plaît, merci, au revoir ».

Pour les deux blocs, comme je l'ai dit, les preuves sont déjà là : la France a disparu, les Français de souche sont des vestiges. La seule différence est que d'un côté, on veut raser définitivement les vestiges, et de l'autre, on veut mettre les vestiges dans un musée.

Les différentes forces de l'élite de notre pays ont signé le Pacte Molotov-Ribbentrop 2.0. Si vous vous souvenez, ce pacte était un accord secret entre les Russes et les Allemands pour diviser la Pologne. Malgré le pacte, les Polonais ont continué à mener une vie normale, sans se douter que leur destin était déjà scellé.

C'est exactement la situation actuelle des Français : ils ont encore l'illusion de vivre dans un pays à peu près normal, d'avoir une vie normale. Parce que l'inertie du système précédent et de l'époque précédente permet de maintenir les formes. Pour encore quelque temps. Mais en réalité, le sort des Français de souche est déjà liquidé. Que vous soyez de gauche ou de droite, si vous me lisez, sachez que dans tous les cas le scénario du film est déjà écrit, et vous n'êtes pas au casting.

Et pour filer la métaphore historique, croyez-moi, même si je compatis à la souffrance des Polonais et à leur histoire blessée, j'envie infiniment leur

sort par rapport à ce qui attend les Français : les troupes allemandes avaient beaucoup plus de respect pour les Polonais qu'elles occupaient, que les élites françaises n'en ont pour leur pays, celui qu'elles trahissent.

Pour l'instant, la situation en France se maintient de manière assez artificielle. Tout semble très solide. Le système républicain est encore en train de mettre les formes. Mais c'est une République Potemkine, avec des institutions en plâtre, comme un vieux décor de western. C'est un château de cartes. Il suffira d'un rien (et ce rien se produira), pour achever définitivement le basculement vers une France post-française. Une France où les Français de souche seront une majorité-minoritaire, puis une majorité à abattre, puis une minorité à combattre, puis une minorité à abattre, puis une minorité abattue. Puis une minorité disparue.

Je ne parle pas d'un scénario de science-fiction. Je parle de la France de 2050, le pays dans lequel vos enfants vivront lorsqu'ils auront 25 ans. En 2050, c'est l'année où votre fils ou votre fille aura son premier enfant. Cet enfant naîtra dans une France où plus de 65 % des autres enfants seront d'origine africaine. C'est une dynamique inéluctable, car la démographie est inéluctable et les instincts tribaux ou raciaux que la démographie réveille sont violents.

Suis-je donc optimiste ? Sur le long terme, oui. À court et moyen terme, non. Les militaires disent « la sueur épargne le sang ». C'est-à-dire qu'il faut affronter toutes les situations à l'avance, à l'entraînement, pour pouvoir avancer ensuite sans pertes dans l'avenir.

« La sueur épargne le sang », les Français refusent depuis plusieurs années d'affronter réellement et définitivement le problème, ils auront donc le sang.

GD : Donc, à votre avis, les généraux ont raison de souligner que la situation actuelle va empirer jusqu'à, peut-être, conduire à une guerre ?

La « guerre » dont nous parlons peut prendre des millions de formes différentes. Elle peut durer 4 jours, 4 semaines, 4 décennies ou 4 siècles... Mais elle aura lieu, c'est certain. Et c'est logique. Nous pouvons être émus par cela, mais nous n'avons pas le droit de feindre la surprise.

Comme je l'ai souligné précédemment, la situation de la France peut être résumée facilement : il y a un peuple premier (les Français de souche) qui, sous l'impulsion d'une élite de traîtres, se trouve placé dans un rapport de force démographique avec des populations étrangères pour obtenir le contrôle du territoire et l'initiative politique dans les institutions du pays.

La nature a horreur du vide, mais elle a aussi horreur du trop-plein. Deux rois ne peuvent pas s'asseoir sur un seul trône. Au début, ce rapport de force entre Français et étrangers est resté purement démographique (c'est-à-dire mathématique, passif). Mais au fil du temps, il est devenu culturel, chaque population tentant d'affirmer sa (sous-) culture et/ou sa religion.

Aujourd'hui, cet équilibre des forces se déplace vers l'arène politique, c'est la phase cruciale, l'avant-dernière phase. Lorsque la politique ne parviendra pas à résoudre le problème, nous entrerons dans la phase militaire.

Je dis « Quand la politique échouera à résoudre le problème » au futur, car croyez-moi, la politique échouera. Regardez la Yougoslavie, le Liban, l'Afrique du Sud, la Palestine... La phase politique échouera nécessairement à pacifier la situation, car à la fin de la phase politique, quel que soit l'accord conclu, il y aura inévitablement un camp qui se sentira lésé : soit les minorités-majoritaires, déçues de ne pas avoir obtenu plus de pouvoir, soit la majorité-minoritaire, furieuse d'avoir été dépossédée.

Si un camp gagne, l'autre perd, et vice versa. La guerre s'imposera donc naturellement comme la seule possibilité pour le perdant d'obtenir ce qu'il veut. Car la guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens, Clausewitz l'a dit mieux que moi.

GD : Dans la lettre, les généraux appellent à l'action pour éviter cette guerre. Combien de temps pensez-vous que nous ayons avant qu'il ne soit trop tard pour réagir ? Quelle est la fenêtre d'opportunité pour agir ?

La fenêtre temporelle était 1990-2000. Elle est déjà passée. Il est maintenant trop tard. Certains parlent de « remigration », d'autres rêvent d'« inverser les flux migratoires »... La vérité que personne n'ose affirmer est que nous ne pouvons plus traiter le problème de manière pacifique ou politique.

La masse étrangère sur notre sol est trop profondément implantée ; les idées folles de culpabilité sont trop profondément enracinées dans le cerveau de notre peuple abusé. Il est trop tard. Beaucoup trop tard. J'avais 5 ans qu'il était déjà trop tard pour agir en amont. Notre situation actuelle n'est que la suite logique de ces choix (ou non-choix). Aujourd'hui, il est trop tard pour faire les choix que nous aurions dû faire il y a 30 ans.

La question n'est donc plus « comment agir pour éviter l'éclatement du pays, la division, la partition, la guerre civile ? ». La seule question qui se pose est : « Quand cette rupture arrivera-t-elle et comment en triompherons-nous ? »

Je dois préciser que c'est là mon plus grand désaccord avec les généraux : ils pensent qu'il faut éviter la guerre civile. Ce n'est pas mon cas, pas plus que celui de la grande majorité de mes camarades militaires.

S'il y avait un moyen d'éviter la guerre ET de résoudre le problème pacifiquement sans concessions, je le soutiendrais bien sûr. Mais j'ai expliqué pourquoi, à mes yeux, la solution ne peut plus avoir de solution pacifique [trop nombreux, depuis trop longtemps, avec l'aide de trop de « traîtres »].

À partir de là, vouloir à tout prix éviter la guerre civile, même s'il n'y a pas de solution pacifique, c'est de facto une capitulation a priori, cela impliquera des concessions insupportables. C'est-à-dire qu'on va demander au peuple français de se soumettre aux exigences de l'autre camp pour essayer de satisfaire nos antagonistes et éviter la guerre...

Les généraux qui ont écrit cette lettre sont utopistes et pensent que les débats au Palais Bourbon [Assemblée Nationale] peuvent nous sortir de l'impasse comme par magie. Ce n'est pas vrai. Et je sais qu'ils le savent, ou qu'ils le comprendront bientôt.

Donc, non seulement nous ne devrions pas essayer d'éviter la guerre civile. Mais ironiquement, il est plutôt vertueux qu'elle se produise. Si elle ne se produisait pas, cela signifierait que les Français ont définitivement abandonné tout idéal et qu'ils ont accepté de capituler pour préserver la paix, quitte à profiter de cette paix en tant qu'esclaves.

Mais il est fou celui qui est prêt à sacrifier sa liberté comme une offrande dans l'espoir d'une paix douce et tranquille. La seule chose qu'il obtiendra est le mépris des yeux qui le regardent, le coup de la main qui le nourrit et le crachat de la bouche qui l'a enjôlé.

La liberté ne se négocie pas, notre génocide ne mérite pas d'être « arrangé » ou « adapté ». Les Français ont un droit inaliénable et exclusif sur la terre de leurs ancêtres et tant qu'ils porteront cette certitude comme une flamme dans leur cœur, ils seront invincibles.

« Jusqu'où la population française est-elle prête à aller pour garantir sa survie et l'avenir de ses enfants ? »

Sur la guerre civile en France

GD : Vous êtes donc convaincu qu'il y aura un conflit violent en France. Certains parlent de « guerre civile », d'autres de « guerre raciale ». Quelle est votre position ?

Je pense que le terme « guerre civile » est très problématique. Il couvre certes une partie du problème, puisque les Français de souche seront nécessairement opposés à d'autres Français de souche, par exemple la gauche à la droite. Mais ce terme brouille les pistes, car ce conflit, lorsqu'il aura lieu, ne verra pas seulement des Français de souche s'opposer entre eux. Comme je l'ai longuement expliqué, ils combattront aussi et surtout des forces étrangères à notre pays, qu'elles aient ou non la nationalité française. Je pense bien sûr en premier lieu aux communautés originaires d'Afrique et établies sur notre territoire. À ce titre, il est inapproprié de

parler de « guerre civile » lorsqu'un peuple se soulève et combat l'envahisseur.

L'expression « guerre raciale » est inappropriée pour les mêmes raisons. D'abord, parce qu'elle se concentre sur l'aspect racial (ou ethnique) du conflit. Ce terme implique que les Blancs seront tous unis contre les Noirs qui seront eux-mêmes tous unis contre les Blancs. Ce terme ignore les dimensions tribales, religieuses et culturelles. Du côté des forces étrangères, les Maliens et les Congolais ne s'entendront probablement pas bien... Pas plus que les Marocains et les Algériens... Et inversement, ce terme implique que tous les « Blancs » seront unis dans la lutte, ce qui est une autre imbécillité. Les populations turques, kabyles ou juives sont parfois considérées comme « blanches », mais ces personnes restent des étrangers en France et en Europe... De même, au sein des Français de souche, on verra des luttes internes, des luttes entre factions, entre Français de souche de gauche et de droite, d'extrême droite et de droite, entre Français religieux et laïcs, etc., etc.

Aucun de ces deux termes ne me convient. La guerre que nous connaissons sera à mi-chemin entre ces deux choses. Mais ceci dit, si je pousse la réflexion encore plus loin, je pense que nous ne devrions pas du tout parler de « guerre ». J'utilise ce mot par facilité. Mais en soi, nous ne serons pas confrontés à une guerre au sens où nous l'entendons. Nous ne trouverons pas 100 000 soldats avec des tanks et des hélicoptères de chaque côté. Nous serons dans quelque chose d'extrêmement asymétrique, para-étatique, informationnel. Cela ne veut pas dire que le combat physique est exclu. Mais les nouvelles guerres, de 4e ou 5e génération comme on dit, laissent beaucoup moins d'importance au contrôle physique du territoire, c'est-à-dire à la guerre au sens traditionnel.

Aujourd'hui, le contrôle physique semble être une condition sine qua non pour sécuriser votre position, mais ce n'est pas ce qui permet de gagner la guerre. La guerre se gagnera ailleurs que sur la ligne de front, même si la supériorité militaire est une nécessité. Pour le dire plus clairement : il me semble évident que les Français de souche contrôleront de facto la grande majorité du territoire, avec une facilité déconcertante. Mais cela ne signifie pas que la guerre sera gagnée... Dans ce genre de guerre, contrôler son territoire est nécessaire, mais la victoire s'obtient d'une autre manière : en mobilisant sa population et l'opinion internationale afin de trouver la légitimité pour enlever définitivement le caillou dans sa chaussure, purger ses institutions et normaliser son nouveau régime en tissant des liens avec l'étranger.

Le grand défi sera celui-ci, et ce n'est pas un défi militaire. Le défi militaire sera gagné en quelques jours. Si l'armée avait les mains libres, le pays entier serait « libéré » en dix jours. Si l'armée avait les mains libres, le pays entier et ses institutions seraient purgés en un mois. Littéralement. Il faut une compagnie d'infanterie pour tenir une « cité sensible » ; il faut 15 marins pour manœuvrer un porte-conteneurs ; il faut seulement 3 juges pour juger un millier de traîtres. Ce grand nettoyage

historique serait très facile à mettre en place, même si l'on est attaché aux formes de la légalité. La difficulté est ailleurs.

La question qui va se poser est en effet la suivante : *jusqu'où la population française est-elle prête à aller pour garantir sa survie et l'avenir de ses enfants ?* C'est là que le pays sera divisé, entre ceux qui sont prêts à tout, et ceux qui veulent fixer des limites plus ou moins strictes. C'est ce débat qui fera durer le conflit.

GD : Concrètement, si ce conflit devait se dérouler sur le sol français, peut-on essayer d'imaginer ce que cela donnerait, précisément ?

C'est un exercice difficile, mais auquel nous nous livrons régulièrement avec certains de mes camarades et subordonnés. Depuis les attentats de 2016, nous avons forgé un petit groupe de prospective amical et informel sur ce sujet. Notre objectif est d'essayer d'utiliser notre bagage militaire et d'adapter nos outils d'analyse à la situation française pour voir quels scénarios seraient réalistes. Je sais que d'autres officiers dans d'autres régiments font la même chose et dès que possible, nous partageons des RETEX [débriefing], nous essayons d'échanger nos conclusions et nos réflexions.

Très honnêtement, il est difficile d'imaginer à quoi ressemblerait ce conflit. Il y a une infinité de possibilités. Il s'agit d'un ensemble de paramètres assez ahurissants à maîtriser, et dans tous les cas il s'agit d'hypothèses.

Mais après plus de 5 ans de réflexion sur ce sujet, nous sommes arrivés au scénario qui nous semble le plus réaliste, du moins de notre point de vue. Nous l'avons expérimenté sous la forme d'un *wargame* accéléré [simulation théorique] sur une douzaine d'heures, avec une équipe bleue, une équipe rouge et des observateurs. La partie « militaire » de ce scénario (la guerre elle-même) ne présente aucun intérêt puisqu'il s'agit d'une pure spéculation. Mais en revanche, la partie antérieure, le « déclenchement », me semble importante à partager. Je vais essayer de résumer simplement nos pensées. Alors, comment tout cela commence-t-il ?

PHASE 1 : DÉCLENCHEMENT – Émeutes à l'échelle nationale

Dans notre scénario, la France est en pleine période électorale, le débat fait rage et à l'image des récentes élections américaines, les tensions raciales sont à leur comble, le sentiment anti-police également. Un contrôle de police dégénère, les images sont diffusées sur les réseaux sociaux comme SnapChat, plusieurs villes font face à des émeutes, les politiciens de gauche encouragent indirectement les tensions à travers leurs relais médiatiques, en organisant des manifestations, en appelant les lycéens et les étudiants à bloquer leurs écoles.

La situation dégénère en une émeute nationale, les centres-villes sont le théâtre d'émeutes et d'exactions, les infrastructures (bus, métro, tramway, périphériques) sont régulièrement bloquées, réduisant les flux économiques.

Des groupes de civils s'organisent pour se défendre contre les émeutiers.

Note : Vous reconnaîtrez ici un scénario très similaire à ce que les USA ont vécu en 2020-2021... Pourtant, c'est un scénario qui a été écrit et joué en novembre 2018... Les lecteurs français pourront aussi reconnaître ici des éléments assez similaires avec ce qui a été imaginé par de nombreux auteurs de fiction.

PHASE 2 : TRANSITION – instabilité politique

Finalement, dans notre scénario, après plusieurs semaines et de nombreux morts, face à la pression internationale, le calme revient. Mais la situation n'est plus jamais la même. La violence a laissé des traces dans le pays, comme un traumatisme à l'échelle de la société, la ligne rouge est définitivement tracée sur le terrain entre les deux camps. Les groupes d'autodéfense formés par les citoyens pendant les troubles continuent d'exister de manière informelle et de se renforcer et de s'organiser, car chacun a le sentiment que ces événements pourraient se reproduire...

À la suite de ces émeutes, la situation politique est extrêmement compliquée, avec au moins trois camps distincts :

- le « **Bloc de gauche** » : représentant les minorités raciales, ceux qui veulent que les émeutes ne soient qu'un début pour abattre l'ancien système et aller encore plus loin ; ils utilisent cet argument pour demander des réformes avec un discours qui consiste à dire « vous avez vu ce dont nous sommes capables, si vous ne nous donnez pas ce que nous voulons, ça recommencera ».
- Le « **Bloc du Centre** » représentant le statu quo, dont la ligne politique consiste essentiellement à dire « plus jamais ça », à promouvoir encore plus la doctrine de la diversité du « vivre-ensemble », à parler du renouvellement du « contrat social », à calmer le jeu... L'objectif avoué étant d'éviter un nouveau conflit. C'est le camp de la soumission.
- Le « **Bloc de droite** » : qui regroupe les Français les plus radicaux, qui appellent à ne pas céder aux émeutiers ou à la gauche, qui tente de récupérer et structurer les groupes d'autodéfense pour peser sur la situation.

Dans le scénario que nous avons étudié, c'est dans cette phase que se jouera l'essentiel de notre avenir. C'est là que les patriotes auront le rôle le plus crucial à jouer, d'abord pour gagner le plus d'influence au sein du bloc de droite lui-même, pour s'assurer que le récit principal est guerrier, militariste et sans concessions. Ensuite, pour s'assurer que dans le jeu politique plus large, le bloc de droite est le plus fort, le plus entreprenant, le mieux préparé.

PHASE 3: GUERRE OU PAS ? – Trois voies possibles

À ce moment, dans cette phase de transition politique, tout est suspendu, la balle peut tomber des deux côtés. À ce moment du scénario, les avis au sein de notre groupe de travail ont divergé en 3 groupes :

- **PAS DE GUERRE** : Ceux qui pensent que le bloc de droite perd son influence au profit du bloc du centre et que la situation se normalise, sans conflit majeur. La France devient un pays communautaire de fait, où les Français de souche se soumettent et acceptent d'être une communauté parmi d'autres.
- **SÉPARATION DE FACTO** : Ceux qui pensent que le bloc de droite finira par avoir suffisamment de poids pour décider unilatéralement de son propre sort et se séparer des deux autres, au sens politique du terme. C'est-à-dire créer une organisation étatique parallèle de facto, avec ses fonds de solidarité, sa police basée sur des groupes d'autodéfense, ses institutions... La France existerait toujours en tant qu'état unitaire, mais *de facto* une partie de la population serait à la fois française ET membre de cette création sui generis.
- **GUERRE TOTALE** : Ceux qui pensent que la situation est insoluble entre les trois camps et qu'elle finira par dégénérer en guerre ouverte, au sens propre du terme, impliquant des combats militaires. L'armée est alors divisée en 3 parties : (a) une partie déserte avec son matériel vers le bloc de gauche ou vers des bandes armées des banlieues. (b) Une partie reste fidèle au bloc du centre, qui représente l'État légal et bénéficie du soutien international. (c) Une partie importante rejoint le bloc de droite et se joint aux groupes d'autodéfense civils. L'issue de cette guerre est impossible à anticiper. Mais l'aspect clé réside dans le choix que fera le bloc du centre : soit il finira par rejoindre le bloc de gauche, soit il finira par rejoindre le bloc de droite. Puisque le Bloc du Centre est celui des légalistes, le ralliement du Bloc du Centre à l'un des deux autres blocs légitimera et « légalisera » la lutte de ce bloc.

Je répète qu'il s'agit d'un scénario parmi d'autres, mille choses différentes peuvent se produire, les résultats sont également incertains. Mais dans tous

les scénarios que nous avons étudiés ces 5 dernières années, nous avons toujours retrouvé ces différentes phases et ce modèle particulier : des émeutes ultra-violentes, une phase de transition, une phase finale. C'est la phase de transition qui est la plus cruciale dans ce schéma, car c'est pendant cette phase que tout va se jouer.

GD : Vous semblez donc avoir réfléchi au problème. Vous affirmez également que d'autres militaires mènent une réflexion similaire. Une rumeur circule à l'extrême droite selon laquelle le gouvernement ou l'état-major prépare une « opération RONCES », un plan visant à prendre le contrôle des zones interdites en cas de guerre ou d'émeutes. Savez-vous si un tel plan existe ?

Elle existe. C'est une certitude. Je ne dis pas que le CEMA [l'état-major] a une boîte avec un dossier écrit « opération Ronces ». Mais il est évident que l'État-major a réfléchi à ces questions, que l'Élysée a réfléchi à ces questions. Nos dirigeants sont peut-être hypocrites, mais ils ne sont pas ignorants. Le réseau de renseignement français est très efficace. Les Préfets, les ministres et les présidents successifs sont au courant d'absolument tout ce qui se passe. Ils savent très bien que la situation de guerre dont nous parlons est réaliste. Et ils l'ont nécessairement préparée, quel que soit le nom de ce plan ou la forme qu'il prendra.

Vous pouvez imaginer que si une trentaine d'officiers et de sous-officiers peuvent réfléchir à ces questions, comme mes camarades et moi l'avons fait, alors le commandement le fait aussi. Je pense qu'ils n'y pensent pas seulement de manière informelle, mais qu'ils y réfléchissent de manière formelle et hebdomadaire. C'est également l'avis de la plupart des officiers à qui je parle de ces choses. Il n'y a aucun doute dans leur esprit que nos dirigeants sont beaucoup moins naïfs et candides qu'on pourrait le croire.

GD : Si le conflit dont vous parlez éclate, l'armée sera-t-elle la seule à se battre ? Imaginez-vous que des civils puissent se joindre au combat ? Des bandes errantes, des volontaires civils, des survivalistes isolés ?

Je pense que dans l'imaginaire des gens, une guerre implique nécessairement des centaines de milliers de soldats. À mon avis, nous serons très loin de cela dans le cas français. Le nombre total de combattants réels (soldats professionnels) sera probablement bien inférieur à 100 000. Mais il faut y ajouter les civils armés.

- D'une part, les bandes criminelles ou politiques, désorganisées, qui représenteront probablement le plus grand nombre de civils armés.
- Et de l'autre côté, des civils armés isolés. Ou des civils organisés dans les groupes d'autodéfense dont je parlais. Ces groupes seront probablement soutenus directement par l'armée, ou organisés par d'anciens policiers et soldats, peut-être sur le modèle des SAS en Algérie française, c'est-à-dire, par exemple, un soldat professionnel encadrant 7 à 10 « auxiliaires » civils sur un territoire donné. Les civils auront alors la possibilité d'aider l'armée régulière, au moins à tenir le territoire.

Le survivalisme est aussi un sujet compliqué, il y a autant de survivalismes que de survivalistes... C'est un milieu qui a ses codes, mais où les gens sont assez libres de leurs opinions. Il est difficile d'imaginer quel pourrait être leur rôle en tant que communauté. Mais je ne pense pas qu'il soit exagéré de dire que la plupart des survivalistes ont une forte tendance patriotique et qu'il est probable qu'un petit nombre d'entre eux puisse rejoindre ou créer les groupes dits d'autodéfense. Comme les chasseurs d'ailleurs.

Concernant les volontaires européens ou expatriés, je suis personnellement très favorable à la mise en place d'unités étrangères encadrées par des Français en cas de conflit. C'est un défi logistique, juridique et humain. Mais d'après ce que j'ai vu en étudiant d'autres conflits, l'effort en vaudrait la peine.

GD : En considérant que vous avez raison et qu'une guerre civile est effectivement à prévoir en France, dans quelle fenêtre de temps voyez-vous un tel conflit ? À votre avis, la récente crise autour de COVID-19 peut-elle aggraver la situation ou contribuer à provoquer la guerre ?

La fourchette de temps me semble très difficile à évaluer, je préfère ne pas m'y risquer. Mais disons que ce sera nécessairement de notre vivant. La tension ne me semble pas assez importante pour imaginer un conflit avant 2030. Et si rien ne s'est passé en 2050, il sera probablement trop tard et la situation sera définitivement perdue. Cela nous laisse donc 10 ans pour nous préparer à cette fenêtre de 20 ans.

Concernant la situation sanitaire, il s'agit évidemment d'un événement très significatif qui contribuera certainement à mettre de l'huile sur le feu. Il n'est pas impossible qu'un mouvement national-populiste similaire à celui des Gilets Jaunes apparaisse dès la fin de l'année 2021 ou au cours de l'année 2022. Cela me semble tout à fait réaliste et nos amis de la Police Nationale pourront confirmer que ces scénarios sont pris au sérieux en ce moment.

Néanmoins, je doute qu'un tel mouvement puisse conduire à un changement de la situation. Mais, ces événements restent historiquement importants, car ils contribuent au divorce entre les Français et leur élite politique.

GD : Un mot pour conclure ?

Un conseil : ne perdez pas espoir.

Rien n'est encore perdu, tout ne fait que commencer. Soyez actifs, soyez lucides, soyez droits, soyez intransigeants, soyez fiers d'être français, soyez certains de votre légitimité sur cette terre. C'est votre devoir.

Gardez la tête froide, ne tombez pas dans les pièges électoraux ou dans les fausses polémiques des plateaux télé, dans la fausse opposition. Ne succombez pas aux tentations faciles, ne vous laissez pas convaincre que ce sera

facile, qu'il suffit d'attendre, que d'autres feront le travail à votre place..

Le peuple français est confronté à un défi héroïque, celui de défier le sens de l'Histoire et de réimposer la souveraineté du peuple au centre de toutes choses. Le défi de rappeler ce qu'est le peuple : une lignée millénaire à protéger comme un trésor, et non une masse d'individus fongibles et corvéables.

C'est un défi absolument colossal, celui de répondre à la question posée depuis 1945, et à laquelle nous avons refusé de répondre jusqu'à présent :

« *Un peuple a-t-il le droit d'avoir une nation qui soit à son service exclusif ?* ».

Les tristes événements de la Seconde Guerre mondiale ont voulu offrir une réponse négative à cette question. Aujourd'hui, tout nous pousse à lui offrir une réponse positive. Quoi qu'il en soit, c'est une question à laquelle il faut répondre. Et la réponse sera définitive, totalement définitive.

Et l'Histoire a décidé que ce serait le peuple français qui serait le premier à répondre à cette question... Parce que nous serons les premiers Européens à être confrontés à ce questionnement existentiel, celui de choisir d'être ou de ne pas être en tant que peuple.

Je pense que toute nation tremblerait de peur devant un tel défi. Toute nation tremblerait avant même d'entrer dans l'arène. D'autres nations trembleraient de peur : la peur d'être seul contre tous, d'être mal jugé, mal aimé, mal considéré... Mais la France est différente, nous n'avons pas peur de la solitude, nous n'avons pas peur de nous battre à un contre dix. Toute notre histoire nous a préparés à remplir cette tâche, à accomplir ce rôle, à être ceux par qui les changements de paradigme arrivent.

Alors, ne désespérez pas. Comme le disait ce caporal de mon unité : « le combat de notre vie est la bataille de France ». Ces mots sont durs et font froid dans le dos, je le sais. Vous avez le droit d'être triste, vous avez le droit d'être en colère, vous avez même le droit d'avoir peur. C'est normal, le temps vous a choisi pour une tâche difficile, vous auriez sans doute aimé une vie plus tranquille... Mais soyez heureux, car vous êtes la génération dans laquelle un cycle va se terminer et un autre va commencer. Ces choses n'arrivent qu'une fois dans l'Histoire. Et non seulement cela se produira de votre vivant, mais vous aurez un rôle à jouer.

Préparez-vous, éduquez-vous, entraînez-vous, endurcissez-vous, apprenez des compétences, mariez-vous, éduquez bien vos enfants, prenez soin de vos amis, agissez pour devenir un exemple pour les plus faibles et agissez en suivant l'exemple des plus forts.

Votre sang bouillonne de pouvoir, de génie, de gloire et d'honneur. Et il n'y a pas de plus grand honneur pour un homme ou une femme que de défendre son sang en défendant son territoire. Soyez forts, soyez fiers, soyez français.

Source : *Gallia Daily – Voix de la France.*